

**PORTANT DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**LE MAIRE,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8<sup>ème</sup> Partie – signalisation temporaire – modifiée ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Considérant que les travaux sont réalisés dans une zone de circulation apaisée ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules place de la République, place Marguerite Laborde, rue du docteur Simian, rue de la République, rue Galos, en raison du désamiantage du parking République ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – **du Lundi 15 Juillet 2024 au Vendredi 30 Août 2024**, de façon permanente, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant sur la voie Sud de la place de la République, la voie Sud de la place Marguerite Laborde, rue du docteur Simian, rue de la République, rue Galos, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les entreprises chargées des travaux.

**ARTICLE 2** – **Durant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>**, la circulation des véhicules est interdite sur voie Sud de la place de la République, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

**ARTICLE 3** – **Durant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>**, de façon permanente, sur la voie Sud de la place Marguerite Laborde la circulation des véhicules s'effectuera dans le sens Est-Ouest, de la rue Samuel Lestapie vers la rue du Docteur Simian, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

**ARTICLE 4** – **Durant la période définie à l'article 1<sup>er</sup>**, le stationnement des véhicules est autorisé pour la livraison des Halles et du Carreau des Halles et seulement le temps du chargement et du déchargement des marchandises, sur la voie Sud de la place Marguerite Laborde, la rue du docteur Simian, la rue de la République, et la rue Galos, suivant la signalisation mise en place sur les lieux.

**ARTICLE 5** – Les entreprises chargées des travaux devront prendre sous leur responsabilité et à leurs frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur.

**- Le service signalisation temporaire de la commune mettra à disposition sur place, des panneaux de type B6a1 interdisant le stationnement des véhicules. Le service centre d'expertise sera responsable de cette signalisation et sera tenu de s'assurer de son maintien sur place.**

**ARTICLE 6** – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

**ARTICLE 7** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 8** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 03/07/2024

Fait à Pau, le 02 juillet 2024